

**ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS,  
ALIMENTAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES**  
Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél. : 01 53 14 69 00  
Fax : 01 53 14 69 99

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Consultation N° 25-114**

Procédure : Appel d'offres ouvert.

Objet : Assainissement et entretien des canalisations sous le niveau de la chaussée pour le Patrimoine Immobilier de l'APHP au sein du parc immobilier privé de l'AP-HP situées dans Paris intramuros et Région Parisienne.

Pour une période ferme de 2 ans à compter de la date de notification, reconductibles tacitement deux fois pour des périodes de 12 mois chacune, et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 3 mois avant chaque échéance.

Ce document comprend 19 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	1 / 18

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1 :   Objet.....	3
1.2 :   Durée.....	3
1.3 :   Lieu d'exécution des prestations.....	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	3
2.1 :   Forme des prix.....	3
2.2 :   Prix définitif.....	3
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT .....	5
3.1 :   Forme du marché.....	5
3.2 :   Allotissement .....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION .....	5
5.1 :   Commandes (ou ordres de service) .....	5
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE .....	6
6.1 :   Contrôle .....	6
6.2 :   Suivi du marché .....	6
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC .....	6
7.1 :   Clause de réexamen.....	6
7.2 :   Changement de dénomination sociale du Titulaire .....	7
7.3 :   Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	7
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	7
8.1 :   Données statistiques.....	7
8.2 :   Certificats .....	8
8.3 :   Secret professionnel et confidentialité .....	8
8.4 :   Obligations en termes de protection des données personnelles .....	9
8.5 :   Accès aux établissements – Identification .....	11
8.6 :   Grèves .....	11
8.7 :   Vente à des tiers .....	11
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	12
9.1 :   Facturation .....	12
9.2 :   Paiement .....	12
9.3 :   Avances .....	13
ARTICLE 10 : ASSURANCES .....	13
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT .....	13
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE .....	13
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION .....	13
13.1 :   Pénalités.....	13
13.2 :   Résiliation.....	15
ARTICLE 14 : LITIGES.....	16
ARTICLE 15 : DEROGATIONS .....	16

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	2 / 18

## ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 : Objet

Le marché a pour objet « **assainissement et entretien des canalisations sous le niveau de la chaussée pour le Patrimoine Immobilier de l'AP-HP au sein du parc immobilier privé de l'AP-HP situées dans Paris intramuros et Région Parisienne.** ».

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 : Durée

Le marché est conclu pour une période de ferme de 2 ans à compter de la date de notification, et éventuellement reconductible de manière tacite deux fois pour des périodes de 12 mois chacune.

Le marché sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 3 mois avant chaque échéance et ce sans indemnités.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

La décision de non-reconduction établie par demande expresse de l'AP-HP ou du Titulaire, doit intervenir au moins quatre mois avant le terme de la période d'exécution en cours. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

### 1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans les lieux où siègent les différents établissements hospitaliers de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

### 2.1 : Forme des prix

#### PRIX UNITAIRES

Le marché est conclu **à prix unitaires** pour l'ensemble des prestations listées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°25-114.

Le Titulaire est engagé pour le montant maximum.

### 2.2 : Prix définitif

#### PRIX REVISABLES

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	3 / 18

### Formule utilisée

$$P_1 = P_0 \times [0,2 + 0,8 (0,5 \times TP10f_1 / TP10f_0 + 0,5 \times TP09_1 / TP09_0)]$$

Avec :

P<sub>1</sub> : prix de règlement après la révision ;  
P<sub>0</sub> : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;  
I<sub>1</sub> : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;  
I<sub>0</sub> : indice du mois de dépôt des offres ;  
etc.

### Indices utilisés :

Travaux Publics - TP09 - Fabrication et mise en œuvre d'enrobés - Base 2010

Travaux Publics - TP10f - Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

### Modalités

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du Titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

### Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à **+3%**. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

### Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	4 / 18

## ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

### 3.1 : Forme du marché

#### ACCORD CADRE :

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Le Titulaire s'engage sur un montant maximum de 800 000 € HT par lot, correspondant au montant maximum dédié à chaque lot pour toute la durée du marché et pour l'ensemble des prestations listées.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à hauteur du montant maximum du marché initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

### 3.2 : Allotissement

L'ensembles des prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé	Montant minimum HT	Montant maximum HT
01	Paris Ouest	100 000,00 €	800 000,00€
02	Paris Est	100 000,00 €	800 000,00€

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent soumissionner pour tout ou partie des lots.

Les offres des candidats sont appréciées lots par lot.

Ainsi, un candidat ne pourra être attributaire que de 1 lot maximum.

Dans le cas où un candidat se positionne sur l'ensemble des lots de la consultation, celui-ci devra indiquer dans son offre sa préférence d'attribution entre le lot 1 ou le lot 2.

## ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'offre du candidat

## ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

### 5.1 : Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	5 / 18

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le RPA.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

## ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

### 6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

### 6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

### 7.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	6 / 18

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## **7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

## **7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

# **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

## **8.1 : Données statistiques**

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT  
SMMAT  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les données statistiques suivantes :

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	7 / 18

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4- )
- n° de marché AP-HP<sup>(1)</sup>
- hôpital / site<sup>(2)</sup>
- libellé du service
- unité de facturation
- quantité totale (en unités de facturation)<sup>(3)</sup>
- prix unitaire HT
- montant total HT <sup>(3)</sup>
- montant total TTC <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> informations spécifiées sur la notification du marché

<sup>(2)</sup> libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

<sup>(3)</sup> ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

*Contacter le Service pour toute précision complémentaire*

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe « pénalités » du présent document.

## **8.2 : Certificats**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

## **8.3 : Secret professionnel et confidentialité**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à respecter la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des patients, agents, publics dont il pourrait avoir connaissance, directement ou indirectement, à l'occasion de ses missions, conformément aux dispositions applicables, notamment issues du Règlement général sur la protection des données, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et du code pénal.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	8 / 18



Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

#### **8.4 : Obligations en termes de protection des données personnelles**

Un contrat spécifique de conformité au RGPD sera établi entre le prestataire et l'AP-HP, dans le lequel l'AP-HP aura le statut de responsable de traitement et le Titulaire celui de sous-traitant au sens du Règlement général sur la protection des données de l'UE 2016/679 (ci-après « RGPD »),

Le Titulaire devra notamment (i) garantir contractuellement qu'il respecte la réglementation applicable en matière de protection des Données personnelles (RGPD et loi Informatique, fichiers et libertés du 6 janvier 1978 modifiée) et (ii) reconnaître que les garanties de sécurité, de confidentialité et de disponibilité qu'il apporte constituent une condition essentielle de l'engagement de l'AP-HP.

Le Titulaire devra également :

- Effectuer pour le compte et sur les instructions de l'AP-HP les opérations de traitement de données strictement nécessaires pour fournir ses services prévus au Marché.
- Garantir qu'il ne traitera pas les données pour son propre compte ;
- Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de la sous-traitance et ne pas les traiter à des fins incompatibles avec la finalité du traitement ;
- Garantir la sécurité, la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles traitées et empêchées qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues ou communiquées à des tiers non autorisés ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles appartenant à ses équipes (i) n'aient accès qu'aux données personnelles dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution du Marché et, (ii) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
- Aider l'AP-HP à garantir le respect de ses obligations, notamment en matière de sécurité, et pour la réalisation d'analyses d'impact et, le cas échéant, pour la réalisation de consultation préalable de la CNIL ou toute autre formalité ou revue de conformité à effectuer.
- Mettre à la disposition à première demande de l'AP-HP la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en lien avec la protection des données personnelles, notamment dans le cadre des audits
- Informer immédiatement par écrit l'AP-HP de toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur le traitement des données personnelles ;
- Identifier tout risque et formuler sans délai tous conseils, alertes, mises en garde et préconisations dans le cadre du traitement de données personnelles, notamment en vue d'améliorer la sécurité des services ou de manière à permettre à l'AP-HP de prendre les décisions qui lui incombent ;
- Prévenir sans délai l'AP-HP dès qu'il en a connaissance de tout événement, choix ou mesure de nature à retarder, entraver ou perturber la bonne réalisation du traitement de données personnelles objet du présent marché, ou encore risquant d'affecter les objectifs de l'AP-HP ou de modifier les conditions techniques et/ ou juridiques en lien avec ledit traitement ;
- Répondre et collaborer de bonne foi et activement aux demandes d'audit et de contrôle effectuées par l'AP-HP elle-même, par un tiers de confiance ou par les autorités de contrôle, et fournir à cet effet toute la documentation nécessaire permettant de

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	9 / 18

- démontrer le respect de ses obligations en relation avec la protection des données personnelles ;
- Le cas échéant, aider l'AP-HP à donner suite aux demandes d'exercice des droits RGPD des personnes concernées par le traitement et fournir tous les moyens nécessaires à la gestion de ces demandes.
  - Notifier à l'AP-HP toute violation de données personnelles sans délai et au maximum dans les 24 heures après en avoir pris connaissance, avec l'ensemble des éléments contextuels nécessaires pour apprécier si une notification CNIL et une information des personnes concernées doit être réalisée
  - Prendre les mesures techniques et organisationnelles optimales afin de garantir un niveau de sécurité et de confidentialité des données adapté au risque notamment :
    - o La pseudonymisation et/ou le chiffrement des données;
    - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des systèmes et des services de traitement et d'hébergement le cas échéant ;
    - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
    - o La sécurité physique et logique (informatique et réseaux de communication) ;
    - o La mise en place des mesures pour protéger les données contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès à des tiers non autorisés (dont le hacking ou la tentative de hacking des Données) ;
    - o Des mécanismes de restriction et de contrôle d'accès aux données, permettant d'affecter aux individus les droits d'accès aux données strictement nécessaires à leur mission
  - Au terme du marché, renvoyer toutes les données à l'AP-HP. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction immédiate de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants ultérieurs éventuels. Le titulaire n'est pas autorisé à réutiliser les données pour son compte, même en les anonymisant
  - S'agissant de ses sous-traitants ultérieurs éventuels :
    - o Lister de manière exhaustive ses sous-traitants ultérieurs (activités de traitement sous-traitées, identité et coordonnées du sous-traitant ultérieur) et communiquer cette liste à l'AP-HP (sera jointe au contrat, et toute modification en cours de contrat devra être soumises à l'autorisation de l'AP-HP)
    - o En tout état de cause tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les mêmes obligations que le Titulaire. Il appartient notamment au Titulaire de contrôler que ses sous-traitants ultérieurs présentent en permanence les mêmes garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles (audits réguliers à faire). Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'AP-HP de l'exécution par ses éventuels sous-traitant ultérieur de ses obligations.
    - o Le Titulaire n'est pas autorisé à transférer les données personnelles hors de l'UE (lui-même ou via ses sous-traitants ultérieurs), étant précisé que tout accès distant aux données depuis l'extérieur du territoire de l'UE est considéré comme un transfert.
    - o Le Titulaire garantit que ni lui, ni ses éventuels sous-traitants ultérieurs ne sont soumis à des lois et réglementations contraires aux réglementations applicables en UE, et avertira sans délai l'AP-HP en cas d'impossibilité de se conformer au RGPD et la loi IFL en raison de lois étrangères qui lui seraient applicables, à lui ou à ses sous-traitants ultérieurs.
    - o En cas d'hébergement cloud de données de santé, le titulaire garantit que ce prestataire (i) héberge les données sur des serveurs en France ou au sein de l'UE (ii) dispose de la certification HDS, (iii) est conforme au référentiel SecNumCloud publié par l'ANSSI et (iv) garantit son immunité contre toute réglementation ou décision extra-européenne (v) garantit à tout moment le respect des dispositions du RGPD, (vi) fournit des garanties de réversibilité des services si nécessaire

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	10 / 18

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

## **8.5 : Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

## **8.6 : Grèves**

**En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## **8.7 : Vente à des tiers**

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	11 / 18

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

## **ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT**

### **9.1 : Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

**Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

**Les factures doivent indiquer :**

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- La date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente**

#### **Escompte :**

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'AP-HP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

### **9.2 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS ou TIC ou Travaux.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	12 / 18

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **9.3 : Avances**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 : ASSURANCES**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## **ARTICLE 11 : NANTISSEMENT**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE**

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## **ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION**

### **13.1 : Pénalités**

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

#### **Recouvrement du montant des pénalités**

Le recouvrement des montants des pénalités s'opère par l'émission d'un titre de recette au terme du marché lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	13 / 18

### **Pénalités de retard :**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations conformément au planning de réalisation, le Titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

### **Pénalité pour défaut de fourniture des attestations fiscales et sociales**

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

### **Pénalité pour défaut de fourniture des statistiques**

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe « Statistiques » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de **30 euros** par jour de retard à compter du 45ème jour suivant la fin du trimestre.

### **Autres pénalités**

En complément des pénalités précitées, le titulaire encourt les retenues ou pénalités suivantes :

#### **Retard dans l'installation ou le repliement de chantier :**

Par jour calendaire : 1.000,00 € (mille euros)

#### **Non-respect du périmètre de travaux autorisé :**

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € (six cents euros.)

#### **Non-respect des servitudes de passage :**

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € (six cents euros)

#### **Dégradation et retard dans la réparation immédiate consécutive à cette dégradation occasionnée aux servitudes de passage, y compris celles situées aux abords immédiats de l'emprise travaux :**

Pour chaque détérioration constatée et par jour calendaire de retard : 600,00 € (six cents euros)

#### **Stationnement en dehors des zones autorisées sans autorisation de la Maîtrise d'œuvre :**

Par jour calendaire et par infraction : 100,00 € (cent euros)

#### **Dépôts de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites :**

Par jour calendaire et infraction constatée : 300,00 € (trois cents euros)

#### **Retard dans l'évacuation des gravois et matériaux inemployés hors du chantier :**

Par zone et par jour calendaire : 150,00 € (cent cinquante euros)

#### **Retard dans la libération des lieux et emplacements mis à la disposition du titulaire par le Maître de l'Ouvrage :**

Par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	14 / 18

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Non-respect des horaires de travail autorisés :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Travaux bruyants au-delà des niveaux autorisés ou travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Retard dans le nettoyage du chantier et manquement aux règles de nettoyage d'un véhicule en partance du chantier (par véhicule constaté) :

Par zone et par jour calendaire : 300,00 € (trois cents euros)

Défaut de nettoyage après utilisation des installations communes :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Toute dégradation devra faire l'objet d'un remboursement.

Le prestataire sera tenu responsable des dégâts éventuels causés à l'AP-HP.

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par le Maître d'Ouvrage de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de groupement payé séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement.

Non remise des documents, certificats dus après l'exécution d'un bon de commande

En cas de non remise de documents, échantillons, notices techniques, certificats ou de tout autre livrable dus au titre de l'exécution d'un bon de commande, une pénalité journalière de 50 € sera appliquée.

### **13.2 : Résiliation**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure** ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	15 / 18

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

## ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

### **Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques**

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

## ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS / article 19.2 CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

Les articles 5 et 11.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 42.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 4 déroge à l'article 4.1 sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	16 / 18



## ANNEXE 1 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

<b>Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques</b>	➤ CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94 270 LE KREMLIN BICETRE	01/53/14/69/00
<b>Agence Générale des Equipements et des Produits de Santé (AGEPS)</b>	➤ 7, rue du Fer à Moulin 75005 PARIS – 13, rue Lavoisier 92000 NANTERRE	01/46/69/13/13
<b>AP-HP. Sorbonne Université</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pitié – Salpêtrière</li> <li>➤ Charles Foix</li> <li>➤ Tenon</li> <li>➤ Saint Antoine</li> <li>➤ Rothschild</li> <li>➤ Armand Trousseau</li> <li>➤ La Roche Guyon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS</li> <li>➤ 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE</li> <li>➤ 4 rue de la Chine 75020 PARIS</li> <li>➤ 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS</li> <li>➤ 5, rue Santerre 75012 PARIS</li> <li>➤ 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS</li> <li>➤ 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon</li> </ul>	01/42/16/00/00 01/49/59/40/00 01/56/01/70/00 01/49/28/20/00 01/40/19/30/00 01/44/73/74/75 01/30/63/83/30
<b>AP-HP. Université Paris Saclay</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Antoine Bécère</li> <li>➤ Bicêtre</li> <li>➤ Paul Brousse</li> <li>➤ Raymond Poincaré</li> <li>➤ Hôpital maritime de Berck</li> <li>➤ Ambroise Paré</li> <li>➤ Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART</li> <li>➤ 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE</li> <li>➤ 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF</li> <li>➤ 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES</li> <li>➤ Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER</li> <li>➤ 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT</li> <li>➤ 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS</li> </ul>	01/45/37/44/44 01/45/21/21/21 01/45/59/30/00 01/47/10/79/00 03/21/89/27/27 01/49/09/50/00 01/44/96/31/31
<b>AP-HP. Hôpitaux Universitaire Paris - Seine Saint Denis</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Avicenne</li> <li>➤ Jean Verdier</li> <li>➤ René Muret / Bigottini</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 125 rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY</li> <li>➤ Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY cedex</li> <li>➤ Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN</li> </ul>	01/48/95/55/55 01/48/02/66/66 01/41/52/59/99
<b>AP-HP. Centre – Université de Paris</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Necker</li> <li>➤ HEGP</li> <li>➤ Corentin Celton</li> <li>➤ Vaugirard Gabriel Pallez</li> <li>➤ Cochin</li> <li>➤ Hôtel Dieu</li> <li>➤ Broca</li> <li>➤ La Collégiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS</li> <li>➤ 20 rue Leblanc 75 015 PARIS</li> <li>➤ 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX</li> <li>➤ 10, rue Vaugelas 75015 PARIS</li> <li>➤ 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS</li> <li>➤ 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4</li> <li>➤ 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS</li> <li>➤ 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS</li> </ul>	01/44/49/40/00 01/56/09/20/00 01/58/00/40/00 01/40/45/80/00 01/58/41/41/41 01/42/34/82/34 01/44/08/30/00 01/44/08/30/00
<b>AP-HP. Nord – Université de Paris</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Bichat-Claude Bernard</li> <li>➤ Beaujon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 48 rue Henri Huchard 75018 PARIS</li> <li>➤ 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY</li> </ul>	01/40/25/80/80 01/40/87/50/00
AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	17 / 18

➤ Louis Mourier ➤ Robert Debré ➤ Bretonneau ➤ Adelaïde HAUTVAL ➤ Fernand Vidal ➤ Lariboisière ➤ Saint Louis ➤ Hôpital Paul Doumer	➤ 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES ➤ 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS ➤ 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS ➤ Rue du Haut du Roy 95400 VILLIERS LE BEL ➤ 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS ➤ 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS ➤ 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS ➤ 1, Route de l'hôpital BP 10239 abruyère 60140 LIANCOURT	01/47/60/61/62 01/40/03/20/00 01/53/11/18/00 01/34/29/23/00 01/40/05/45/45 01/49/95/65/65 01/42/49/49/49 03/44/31/55/00
<b>AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor</b> ➤ Albert Chenevier ➤ Henri Mondor ➤ Emile Roux ➤ Joffre – Dupuytren ➤ Georges Clemenceau	➤ 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL ➤ 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL ➤ 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES ➤ 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL ➤ 91750 CHAMPCUEIL	01/49/81/31/31 01/49/81/21/11 01/45/95/80/80 01/69/83/63/63 01/69/23/20/20
<b>Hospitalisation à Domicile</b>	➤ 14 rue Vesale 75005 PARIS	01/42/16/08/50
<b>Sécurité, Maintenance et Services (SMS)</b>	➤ 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/13
<b>Service Central des Ambulances (S.C.A.)</b>	➤ 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/43
<b>Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)</b>	➤ 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01/44/06/59/00
<b>Siège de l'AP-HP</b>	➤ 55, Boulevard Diderot CS 22305 75 610 Paris CEDEX 12	01/40/27/30/00
<b>Hôpital marin d'Hendaye</b>	➤ Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05/59/48/08/00
<b>Hôpital San Salvador</b>	➤ 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04/94/38/08/00

AP-HP	Consultation n° 25-114	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 31/10/2025	18 / 18